



Histoire et Analyses des Relations Internationales et Stratégiques

Revue de l'Association des Spécialistes des Relations Internationales et des Etudes Stratégiques Africaines (ASRIESA)

ISSN: 2709-5053

HARIS SEPTEMBRE 2022

Numéro 007



Editée par la Cellule d'Etudes et de Recherches en Relations Internationales (CERRI)

Université Alassane Ouattara

(Bouaké- Côte d'Ivoire)

Histoire et Analyses des Relations
Internationales et Stratégiques
(HARIS)

N°007 Septembre 2022

Revue de l'Association des Spécialistes des Relations
Internationales et des Études Stratégiques Africaines (ASRIESA)

ISSN: 2709-5053



Administration de la Revue

Directeur Scientifique :

Professeur M'BRA EKANZA
Simon-Pierre (Professeur
Emérite du CAMES,
Université Félix Houphouët-
Boigny)

Directeur de Publication :

CAMARA Moritié (Professeur
Titulaire d'Histoire des
Relations Internationales,
Université Alassane Ouattara,
Côte d'Ivoire)

Directeur de Rédaction :

KOUAKOU N'DRI Laurent
(Maître de Conférences
d'Histoire des Relations
Internationales, Université
Alassane Ouattara, Côte
d'Ivoire)

Coordonnateur de

Publication : SILUE Nahoua
Karim (Maitre-assistant
d'Histoire des Relations
Internationales, Université
Alassane Ouattara, Côte
d'Ivoire)

Trésorière : YAO Elisabeth
(Maître-assistante en Histoire
économique, Université
Alassane Ouattara, Côte
d'Ivoire)

Chargés de diffusion : KEWO

Zana (Assistant d'Histoire des
Relations Internationales,
Université Péleforo Gon
Coulibaly, Côte d'Ivoire),

KPALE Boris Claver (Assistant
d'Histoire des Relations
Internationales, Université
Alassane Ouattara, Côte
d'Ivoire)

Webmaster : Ignace ALLABA
(Maître de Conférences
Études germaniques,
Université Alassane Ouattara,
Côte d'Ivoire)

Éditeur : CERRI (Cellule
d'Études et de Recherches en
Relations Internationales,
Université Alassane
OUATTARA)

Website : www.revueharis.org

Courriels : contact1@revueharis.orgcerriuao01@gmail.com



Comité Scientifique

-M'BRA EKANZA Simon-Pierre, Professeur Titulaire d'Histoire, Professeur Emérites du Cames (Université Félix Houphouët-Boigny - Côte d'Ivoire)

-KOULIBALY Mamadou, Professeur agrégé d'Economie, (Université Felix Houphouët-Boigny - Côte d'Ivoire)

-Abdoulaye BATHILY, Professeur Titulaire d'Histoire (Université Cheick Anta Diop-Sénégal)

-Jean-Noël LOUCOU, Professeur d'Histoire Contemporaine (Université Félix Houphouët-Boigny Côte d'Ivoire)

-KOUI Théophile, Professeur Titulaire Etudes Ibériques et Civilisations Latino-Américaines (Université Félix Houphouët-Boigny Côte d'Ivoire)

-Francis AKINDES, Professeur Titulaire de Sociologie (Université Alassane Ouattara - Côte d'Ivoire)

-ALLADAYE Comlan Jérôme, Professeur Titulaire d'Histoire (Université d'Abomey-Calavi - Benin)

-SAADAOUI Ibrahim Muhammed, Professeur d'Histoire Moderne et Contemporaine, Université de Tunisie. President de la Tunisian World Center for Studies, Research, and Development et de la Tunisian-Mediterranean Association for Historical, Social and Economic Studies -Tunisie)

-Ousseynou Faye, Professeur Titulaire d'Histoire (Université Cheick Anta Diop-Sénégal)

-Samba Diakité, Professeur Titulaire de Philosophie (Université Alassane Ouattara- Côte d'Ivoire)

-Esambu Matenda -A- Baluba Jean - Bosco Germain, Professeur en Relations Internationales. (Université de Lubumbashi-République Démocratique du Congo)

-ASSI-KHAUJIS Joseph Pierre, Professeur Titulaire de Géographie (Université Alassane Ouattara - Côte d'Ivoire)

-GBODJE Sékré Alphonse, Professeur Titulaire d'Histoire Politique (Université Alassane Ouattara - Côte d'Ivoire)



Comité de Lecture

-BATCHANA Essohanam, Professeur Titulaire d'Histoire contemporaine (Université de Lomé - Togo)

-AKROBOU Agba Ezéquier, Professeur Titulaire d'Etudes Ibériques et Civilisations Latino-Américaines (Université Félix Houphouët-Boigny-Côte d'Ivoire)

-CAMARA Moritié, Professeur Titulaire d'Histoire des Relations Internationales. (Université Alassane Ouattara- Côte d'Ivoire)

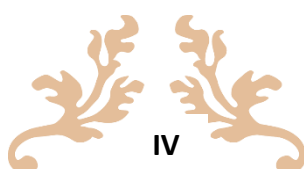
-GUESSAN Benoit, Professeur Titulaire d'Histoire des Relations Internationales (Université Félix Houphouët-Boigny -Côte d'Ivoire)

-N'Guessan Mohamed, Professeur Titulaire d'Histoire Politique (Université Félix Houphouët-Boigny -Côte d'Ivoire)

-Ernest YAOBI, Maître de Conférences d'Histoire des Religions (Université Félix Houphouët-Boigny-Côte d'Ivoire)

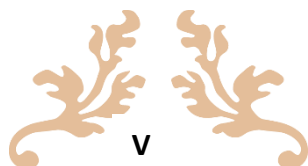
-GOLE Antoine, Maître de Conférences d'Histoire économique (Université Alassane OUATTARA- Côte d'Ivoire)

-BAMBA Abdoulaye, Maître de Conférences d'Histoire des Relations Internationales (Université Félix Houphouët-Boigny -Côte d'Ivoire)



Adresse aux auteurs

La Revue HARIS paraît 4 fois dans l'Année : Mars, Juin, Septembre et Décembre. Les publications de Juin, Septembre et de Décembre sont libres en termes de thématiques des articles et autres contributions et celle de Mars portera à chaque fois sur un thème précis qui est communiqué six mois à l'avance. La revue ne publie que des contributions inédites et de fonds sur tous les champs de recherches des Relations Internationales et des Études stratégiques. La doxa de la revue porte sur la vision africaine des Relations Internationales mais reste ouverte à toutes les visions et points de vue venant de tous les continents. Les normes de présentation des manuscrits sont celles du CAMES (à consulter sur le site de la revue www.revueharis.org). Le manuscrit doit comprendre entre 5000 et 8000 mots et porter les noms et prénoms du ou des auteurs, le nom de l'Institution de rattachement, le mail, et une photo format identité du ou des auteurs.



Sommaire

Konan Parfait N’GUESSAN, Djro Bilestone Roméo KOUAMENAN

Femmes et pouvoir politique : l’image de Marguerite de Provence, d’Isabeau de Bavière et de Jeanne d’Arc à travers les sources narratives.....7-22

Ousmane Famagan KONATE

Les mécanismes de gestion et de prévention des crises politiques de la CEDEAO à l’épreuve de la crise postélectorale de 2020 au Mali.....23-42

KOFFI Ignace

La reconversion professionnelle des descendants des migrants en Côte d’Ivoire, 1946-2000.....43-53

Windata Miki ZONGO

La politique étrangère de Thomas Sankara : entre contestation de l’impérialisme et affirmation d’une identité africaine54-66

Ladislav NZE BEKALE

L’Institut des Relations Internationales du Cameroun (IRIC) et l’africanisation de l’Agenda 2063 de l’Union Africaine (UA).....67-84

KPALÉ Tchédé Boris Claver

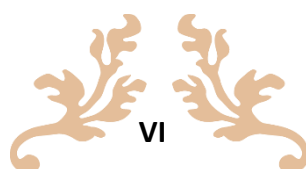
Regard sur la manifestation de l’altruisme dans les Etats Africains en crise.....85-99

Koffi Mikodomé EDOH

Gouvernance transfrontalière et Enjeux sécuritaires en Afrique de l’ouest.....100-114

Lacina KABORÉ

La liberté d’expression des cyber-activistes à l’épreuve de la construction démocratique au Burkina Faso.....115-136





Regard sur la manifestation de l'altruisme dans les Etats Africains en crise

KPALÉ Tchédé Boris Claver

Université Alassane Ouattara (Cote d'Ivoire) boriskpale@yahoo.fr

Résumé

Si l'assistance humanitaire en situation de catastrophe naturelle ou en situation de conflit se déployait hier essentiellement en Europe, depuis le XIX^e Siècle, elle connaît une universalisation. Après la décolonisation, l'Afrique est devenue le lieu privilégié de l'assistance sociale. Mais, avec la lutte pour des intérêts politiques et économiques, cette assistance est instrumentalisée à souhait par les puissances donatrices. Ces puissances occidentales qui soufflent sur le feu des conflits en Afrique et jouent les pompiers lient les mains aux organismes humanitaires dépendantes d'elles. Elles muent l'aide humanitaire en un véritable moyen de satisfaction de leurs intérêts parallèles à la protection de la dignité humaine. Dans cette logique, au nom de la charité, ces États donateurs font irruption dans le domaine humanitaire. Les animateurs du paysage politique en Afrique ne sont pas en reste de la machination de l'aide humanitaire et de son inclusion dans leur agenda. Cette imbrication de la politique dans la sphère humanitaire produit fréquemment des effets néfastes dans les pays africains, théâtre des crises. Cette situation alarmante suscite des interrogations. À quoi l'action humanitaire est-elle réellement destinée en Afrique ? Pourquoi fait-elle l'objet d'autant de critiques pendant les crises en Afrique ? Cet article se propose donc à partir des recherches documentaires et des enquêtes de terrain, de mettre en lumière l'instrumentalisation politico-économique qui se greffe à l'action humanitaire pendant les crises qui minent constamment les États africains. Ces pratiques sont à voir aussi bien au niveau des interventions extérieures qu'au niveau des manœuvres internes en Afrique.

Mots-clés : Crise, assistance, humanitaire, politisation, désorientation Afrique, donateurs

Abstract

If humanitarian aid in natural disaster or conflict situation was spread out essentially in Europe, since the 19th century, it has achieved a universal scale. After the decolonization, Africa has become the privileged place for the social help. But, with the fight for political and economic interests, that help is instrumentalized according to the wishes of the powerful countries which give the assistance. Those western powerful countries which activate the fire of conflicts in Africa and prevent the dependent humanitarian organisms from helping. They use the humanitarian aid as a means of satisfaction of their parallel interests to the protection to the human dignity. In this logical order, in the name of the charity, these donor countries have irrupted in the humanitarian domain. The African political leaders are not put aside of this machinazation of the humanitarian help and its inclusion in the agenda. This imbrication the politics in the humanitarian sphere produces frequently some negative effects in the African countries; theater of crises. That alarming situation creates some interrogations. What is the real use of humanitarian action in Africa? Why is this humanitarian action object of many criticisms during the crises in Africa? This article, through a documentary research and surveys, sheds light on the politico-economic instrumentalization linked to the humanitarian action in the African countries? Those practices can be observed both at internal and external levels in Africa.

Keywords : Crisis, assistance, humanitarian, politisation, disorientation, Africa, donors.

Introduction

L. STRAUSS (2001, p.86) disait :

L'affirmation selon laquelle nous sommes en proie à une crise n'a guère besoin de preuve. Chaque jour, les journaux nous parlent d'une crise nouvelle, et l'on peut aisément voir que toutes ces petites crises quotidiennes sont des parties ou composantes de l'unique grande crise, la crise de notre temps.

Cette pensée reflète les réalités du continent noir qui est toujours en proie à des crises. Lesquelles crises se trouvent être régies par le principe de rentabilité.

Dans cette logique, se déguisant derrière l'œuvre humanitaire, les puissances donatrices agissent fréquemment dans le sens de la protection de leurs intérêts. Dès lors, l'action humanitaire que R. Brauman (1995, p.9) définit comme : « *Une action qui vise sans distinction et avec les moyens pacifiques à préserver la dignité humaine, à restaurer l'homme dans sa capacité de choix* » connaît une désorientation.

L'apanage humanitaire est devenu l'arène où les États se livrent bataille pour être au-devant de la scène internationale. À cet effet, pendant les conflits armés en Afrique, les puissances donatrices feignent d'apporter la plus grande contribution de l'aide philanthropique. Or, elles contribuent indubitablement au maintien de ces crises et des souffrances des peuples jusqu'à la satisfaction de leurs propres intérêts.

Les pires formes des violations des droits humains qui émaillent ces crises appellent à l'intervention des organismes humanitaires comme le Comité International de la Croix-Rouge (CICR), Médecins Sans Frontières (MSF) et bien d'autres. Toutefois, sous la pression des donateurs et des acteurs desdites crises, ces organismes posent des actes aux antipodes de l'éthique humanitaire.

Par altruisme, il faut attendre, la bonté voire, la charité. Elle se traduit par la manifestation de la solidarité à l'égard de l'autre en situation de détresse. En ce qui concerne l'action humanitaire, c'est l'ensemble des opérations d'assistance ou de secours au nom de l'humanité. Il y a donc une jonction entre ces deux concepts visant la protection de la valeur humaine.

Le présent article interroge le sens de l'action humanitaire en Afrique. À quoi sert réellement l'action humanitaire en Afrique ? Pourquoi suscite-t-elle autant de critiques en temps de crise en Afrique ? Il vise à mettre en exergue l'instrumentalisation politico-économique qui se greffe à l'action humanitaire pendant les crises dans les États africain.

Il s'appuie sur des recherches documentaires. Il s'appuie également sur les investigations de terrain que nous avons menées au Libéria en 2016. Pour sa mise en forme, nous avons eu recours à l'approche comparative et critique.

Le recouplement des données mobilisées à travers les enquêtes de terrain et celles collectées dans les ouvrages nous ont permis de bâtir notre réflexion autour de deux axes. Le premier axe examine l'instrumentalisation de l'action humanitaire par les puissances donatrices en Afrique.

Le second pan se consacre à la responsabilité des dirigeants africains dans l'incorporation de l'assistance humanitaire à leurs agendas politiques. Par ailleurs, il examine comment les belligérants introduisent l'assistance humanitaire dans leur économie de guerre. Pour mener à bien ce pan de notre réflexion, nous ciblons les cas de l'Éthiopie, du Rwanda et du Libéria.

1. L'action humanitaire dans l'agenda politico-économique des donateurs en Afrique

Ces dernières décennies, il est récurrent de constater qu'en Afrique, derrière les slogans d'assistance, ce sont les intérêts politico-économiques et stratégiques des puissances donatrices qui sont déguisés. Par conséquent, l'œuvre de commisération est dévoyée de sa noble mission.

1-1-L'appropriation de l'action humanitaire par les pays donateurs en Afrique

La volonté expansionniste et hégémonique des pays du Nord se manifeste par leur engagement dans la course pour avoir une omniprésence dans tous les couloirs du monde. En l'occurrence, l'Afrique pourvoyeuse de matières premières se trouve être au cœur

de ce vœu. Cela se traduit par l'assujettissement des pays tributaires de l'aide étrangère. Ajoutons que l'influence des puissances occidentales dans le contexte de la politique internationale est toujours camouflée derrière l'image de ceux qui donnent toujours plus en termes de contributions humanitaires.

Dans cette perspective, les donateurs accourent pour avoir la meilleure représentation en Afrique. Cette lutte à laquelle ils se livrent pour contrôler les pays du Sud fait penser aux mouvements impérialistes enclenchés par les Européens aux XVII^e et XIX^e Siècle pour la conquête de l'Afrique. Encore à notre temps, d'une façon détournée, ces puissances se livrent des batailles féroces en coulisse et à ciel ouvert en vue d'asseoir ou de maintenir leur emprise sur les pays récepteurs de leur aide dite humanitaire.

C'est dans cette perspective de luttes hégémoniques croissantes que nous inscrivons les mots du Pasteur Américain, Josiah Strong qui affirmait : « *Les Américains sont élus par Dieu pour dominer le monde* » (J. Strong, 1893 in www.google.com).

Cette volonté de toujours tenir les plus faibles est devenue une norme dans les Relations Internationales. Force est de constater qu'on arrive à déclencher des guerres, à tuer des civils et à susciter des actions humanitaires pour moissonner de gros profits sur les décombres fumants des innocents.

Dès lors, sensible à la détresse humaine, si l'opinion publique internationale est touchée et qu'elle souhaite

Intervenir, les gouvernements des pays du Sud n'ont plus qu'à fléchir devant toutes les conditions des donateurs. À cette occasion, l'assistance devient en fin de compte un alibi d'intervention militaire.

C'est là tout l'enjeu de la manipulation des médias afin de montrer au public des images choquantes pour convaincre tout le monde quant à la gravité de la situation. Ce fut le cas au Nigéria pendant la guerre du Biafra, R. Uwechue (1969, p.105).

Dans ces conditions, il ne s'agit plus de savoir quel enjeu sied plus à l'action humanitaire mais dans quelle condition pouvons-nous parler d'action humanitaire véritable. La nécessité d'intervenir doit être définie en des termes plus clairs. C'est ce que nous dit (R. Brauman 2006, p.30) en ces mots : « *Ce sont le contexte et la situation des acteurs qui déterminent le caractère humanitaire d'une action* ».

C'est dire que pour déterminer le sens d'une action humanitaire véritable, nous devons nous référer aux agissements de ses acteurs et non à la forme ou à l'apparence des actions qu'ils posent. À ses yeux, l'intervention humanitaire dans les États africains relève plus d'un enjeu politique que de la nécessité humanitaire réelle.

Bon nombre des pays du nord avancent le lexique de l'aide humanitaire pour justifier leur immixtion dans les affaires internes des pays africains. Souvent, les populations en détresse en période de crise se félicitent de la générosité des pays occidentaux qui ne laissent visiblement personne en souffrance, X. Emmanuelli

(1991, p.122). Sous cette marque, ils sont adulés par ceux qui ne perçoivent pas les enjeux qui guident cette générosité J-B J Vilmer (2012, p.122)

Mais, aujourd'hui, les regards ont émergé de cette admiration aveugle. L'altruisme est vertement critiqué au cœur des crises qui secouent fréquemment l'Afrique en vue de dénoncer les gros intérêts qui se masquent derrière.

Cela démontre à quel degré l'action humanitaire est mêlée à la politique et imbriquée au jeu d'intérêts à tous les niveaux. Elle est fréquemment utilisée par les puissances occidentales pour pénétrer des territoires hostiles à leurs politiques. L'éclatement d'un conflit armé en Afrique entraîne leur ruée vers la zone sinistrée en brandissant le mobile humanitaire. Elles font preuve d'une sagacité cynique dans la mesure où, ce sont les ressources énergétiques et minières qui sont la raison réelle de leur venue et non le souci de venir en aide véritablement à des personnes en détresse. Pour mettre à vue cette machination de l'humanitaire, B. Badie (2020, p.280) affirme :

Aux États-Unis, Parti Démocrate et Parti Républicain rivalisent pour produire ou contrôler leurs ONG humanitaires de manière à mieux pénétrer différents terrains sensibles. Telle est la fonction du National Summit on Africa créé en 1994 sous l'inspiration de l'administration Clinton avec l'appoint des fondations Ford et Carnegie, de l'International Republican Institute ou du National Democratic Institute qui capitalisèrent leurs relations avec les ONG locales jusqu'à réorienter l'action de ces

dernières en fonction de la préoccupation propre à la vie politique américaine.

Au compte des intérêts politiques et économiques, la préservation de la dignité humaine en période de conflit armé est reléguée au second rang.

À cet effet, les pays occidentaux donateurs des ONG disposent de moyens médiatiques sophistiqués pour discréditer les dirigeants africains qui contestent leur politique étrangère. Ces dirigeants faisant obstacle à leurs intérêts sont souvent taxés de coupables de violations des droits humains. Cela n'a d'autre visée que d'utiliser les principes qui sous-tendent l'action humanitaire comme un moyen de pression sur ces dirigeants qualifiés d'indociles.

La guerre du Biafra et la guerre menée par l'OTAN au nom de l'humanité contre le régime de Mouammar Kadhafi en Libye sont autant d'illustrations de l'instrumentalisation de l'action l'humanitaire¹.

En effet, au Nigéria, lors de la guerre du Biafra 1967-1970, la France a utilisé sa société nationale de la Croix-Rouge dans son entreprise de déconstruction de l'unité et de la fragilisation de l'hégémonie de ce pays². Pour pouvoir pénétrer

facilement le Sud-Est nigérian regorgeant la quasi-totalité des gisements pétroliers, elle prenait appui sur les médecins de la Croix-Rouge française dont Bernard Kouchner, qu'elle avait mis de façon voilée à la disposition du CICR³. Sous le couvert humanitaire, elle soutenait les séparatistes biafrais menés par le Colonel Ojukwu.

Dans cette mission, le Général De Gaulle mit Jacques Foccart à la tâche. D'une main, celui-ci acheminait médecins, des vivres, des boîtes de lait et médicaments quand l'autre tenait les armes, les avions et mercenaires P. Michelletti (2008, p.111). Pour dénoncer aussi ce détournement de l'action humanitaire à d'autres fins, (C. Troubé 2009, p.13-14) écrit : « À côté des avions qui acheminaient l'aide humanitaire française, d'autres convoyaient aussi des armes pour les troupes d'Ojukwu. Les uns embarquaient des médecins et secouristes, les autres des conseillers militaires proches de l'Élysée et des réseaux gaullistes ».

Par ailleurs, les responsables de la Croix-Rouge française engagés au Nigéria au nom de l'humanitaire étaient tous des attachés militaires. À titre illustratif, le Général De Benedetti basé au Gabon, coordonnait la jonction entre

¹Dans les deux pays, les guerres menées par la France et ses alliés sont à desseins pétroliers et nom pour protéger les populations civiles comme cela est prétendu.

² Avec une superficie de 923.768km², le Nigéria vient au premier rang de puissance économique et militaire en Afrique de l'Ouest du fait des rentes de son pétrole suscitant toutes les convoitises. Sa population est estimée à 58 millions d'âmes dans les années

1960. Cette puissance démographique constituant un bon marché intérieur qui fait de lui le géant de l'Afrique. L'ensemble des colonies francophone ne représente qu'un grain de poussière devant lui.

³ Ce sont ces médecins français qui vont protester pour dénoncer la manœuvre politique des donateurs et surtout contre le jeu trouble de la France, contre le principe de neutralité et obligation de silence du CICR en vue de dénoncer le massacre de millions d'innocents civils.

l'action humanitaire et le désidérata pétrolier de l'Élysée.

Dans la désorientation de l'action humanitaire par les pays du Nord, les hommes passent mais la logique demeure. L'histoire récente de la Libye nous le démontre. Dans ce pays, fierté de l'Afrique en matière de prospérité, sous prétexte de venir en aide aux populations civiles qui périssent sous la dictature et les bombes kadhafiste, c'est sur les têtes de ses mêmes populations civiles que la coalition occidentale, l'OTAN a largué les bombes humanitaires R. Brauman (2018, p. 32).

1-2-Les enjeux réels de l'activisme des pays donateurs dans l'humanitaire en Afrique

P. Buirette et P. Lagrange (2008, p.79) s'interrogent, dans leur ouvrage intitulé *Le droit international humanitaire* : « *Est-ce que les États auront la possibilité d'isoler les actions humanitaires de la défense globale de leurs intérêts économiques ?* ».

Cette interrogation trouve toute sa pertinence dans la présente partie de notre réflexion. Nous sommes sans ignorer que le nerf des conflits armés qui écument l'Afrique est la convoitise de ses ressources naturelles et agricoles. Dans l'agir des donateurs, l'on réalise que l'action humanitaire qui se veut une œuvre désintéressée est totalement dévoyée. Car dans ce monde capitaliste, rien ne peut se faire sans attendre en contrepartie un gain. Tout est intérêt. Les États et les ONG pourront-ils aider sincèrement et faire table rase de leurs intérêts en temps de crise ?

À travers cette interrogation, nous entendons montrer pourquoi et comment l'action humanitaire est phagocytée par la course aux intérêts économiques. Pour ce faire, nous analysons les causes de cette situation en nous appuyant sur la crise économique dont les pays du Nord entendent se préserver. « *Le monde est au bord du gouffre par la faute d'un système irresponsable* » annonçait François Fillon le 3 octobre 2008 aux parlementaires de l'Union pour un Mouvement Populaire (UMP).

Selon lui, notre monde est celui de crises économiques permanentes à cause du capitalisme. Cette situation plonge le monde dans une psychose grandissante à l'image de la crise de la dette grecque. Le monde est au bord du gouffre à cause du capitalisme triomphant.

Dès lors, l'humanitaire faisant partie des activités humaines n'est pas épargnée par la montée en puissance du capitalisme.

En Afrique, les jeux et les enjeux politico-économiques et géostratégiques des puissances occidentales vont de pair. L'action humanitaire devient alors un moyen tout trouvé pour faire face à leurs crises économiques. Dans leur manœuvre de recherche des moyens pour sortir leurs pays de l'impasse ou du marasme économique, en collaboration avec certains gouvernants africains, ils font payer les frais à des millions d'innocents.

Cela dit, l'assistance humanitaire est donc sélective. Elle ne se fait pas là où les intérêts économiques ne sont pas énormes. Elle ne se fait non plus nullement dans des zones dont les dirigeants ne sont acquis à la cause économique et politique des grandes puissances concernées. C'est ce que nous indique E-M. M bonda (2008, p.77) :

Dans les semaines qui ont suivi la chute de Saddam Hussein, 1,7 milliard de dollars américains avaient été recueillis pour secourir l'Irak tandis que les contributions annoncées pour assister 40 millions d'Africains touchés par la famine n'atteignaient même pas la moitié de cette somme.

Pour des intérêts égoïstes, l'on préfère susciter des crises peu importe les souffrances des millions de personnes qu'elles pourraient engendrer. Dans un tel environnement, les humanitaires deviennent des agents commerciaux qui doivent plutôt trouver des ressources bénéfiques pour leurs bailleurs de fonds plutôt que de soigner ou d'assister les populations en détresse.

Les conflits armés juteux sont toujours l'occasion pour s'enrichir sur la misère des peuples. Le cas de la R D C qui est toujours en proie à des rébellions éclaire notre propos. Au-delà des belles paroles qui embellissent les discours de solidarité internationale, les États du Nord engagent en Afrique leurs troupes dans les opérations là où leurs intérêts sont en jeu sans tenir compte des droits humains qui seront bafoués.

La recherche d'intérêts a effacé les valeurs qui sous-tendent la générosité envers l'autre. Les manœuvres d'instrumentalisation de l'humanitaire sont l'œuvre des puissances étrangères en Afrique. Toutefois, il n'en demeure pas moins que ces manœuvres prospèrent en raison d'autres manœuvres endogènes.

2. L'humanitaire dans le jeu politique des Africains

Les manœuvres de manipulation de l'assistance humanitaire par les Africains eux-mêmes sont légions. En effet, les groupes armés, les tenants du pouvoir ou les opposants politiques trouvent en elle des mécanismes les plus convenables pour aboutir à leurs fins.

Dans cette logique, lorsqu'un pays frère sombre dans l'anarchie la plus totale et quand il devient la proie des factions armées, d'autres pays viennent user du vocable humanitaire, c'est-à-dire prétendre venir à son secours pour pousser leurs pions politiques ou pour exprimer leur hégémonie au plan régionale.

2.1. L'Éthiopie et le Rwanda : deux exemples de la manipulation des supplices et de la faim des populations sous le couvert humanitaire

L'Éthiopie, après le Nigéria fut un autre théâtre où la population civile subit les affres de la politisation de l'assistance humanitaire. Dans la crise qui le mit aux prises avec les rebelles au Nord du pays, le gouvernement éthiopien a utilisé l'aide humanitaire à des fins politiques.

En effet, en 1984, le régime du Colonel Mengistu célébrait en grande pompe le 10^e anniversaire de la révolution, G. D'Andlau (1998, p.65). Or, derrière ces parades et festivités montrant l'image radieuse du pays, se déguisait une immense famine et la guerre qui décimèrent le Nord de ce pays. Préoccupé par la protection de son pouvoir, il s'investit dans la répression violente de ses contestataires. Sur le passage de son armée, les élevages et les maigres productions agricoles des villages suspectés de soutenir les rebelles opposés à lui étaient systématiquement détruits.

Les exactions ont vulnérabilisé les populations des régions qui, en temps normal produisaient le minimum vital pour leur survie. À la fin de la cérémonie de l'anniversaire, le Colonel Mengistu recommanda à l'un de ses proches collaborateurs, Michael Buerk de filmer les images de la famine. G. D'Andlau (1998, p.65).

La stratégie consistait à répandre ces images de détresse au tour de la planète comme une traînée de poudre. Comme souhaité, cette stratégie a produit les résultats politiques escomptés. Les images de la terrible famine qui apparut de façon soudaine sur les écrans des télévisions ont provoqué une mobilisation mondiale et l'afflux des millions de tonnes de vivres.

Cette aide humanitaire internationale, dans l'esprit des donateurs était destinée à faire face aux effets de la sécheresse au Nord du pays. Mais pour la détourner, les autorités éthiopiennes ont imposé le transfert des populations

paysannes du Nord, c'est-à-dire les populations des contrées rebelles vers les terres fertiles au Sud. Pour parvenir à cette fin, le gouvernement éthiopien encadrait l'aide humanitaire afin qu'elle devienne un appât pour attirer les populations démunies.

À cet effet, il mit en place des centres de distribution qui servaient de piège. C'est donc de ces centres de distribution que les populations étaient déportées vers le Sud dans les territoires sous contrôle gouvernemental. Les Nations Unies (NU) tout en réfutant cette politique ont choisi de rester attachées au principe de la non-ingérence. Ce légalisme a laissé la latitude aux autorités éthiopiennes d'instrumentaliser à souhait l'aide humanitaire.

Seuls les organismes plus libres ou non soumis aux ordres de leurs pays d'origine ont levé la voix contre la politique d'instrumentalisation de l'assistance humanitaire. MSF s'est illustré dans cette entreprise, au moment où les autres étaient retenus par le dilemme classique : continuer à porter secours, se taire ou témoigner au risque d'être sommés de quitter le territoire éthiopien.

Toutefois, pour avoir dénoncé l'instrumentalisation de l'aide humanitaire et la politisation des souffrances des Éthiopiens, le MSF fut en fin de compte congédié⁴.

⁴ Selon la logique du sans frontières, au nom de la victime dont le sort dépend de l'urgence de secours qui lui est destiné, les frontières géographiques, politiques ou idéologiques ne doivent pas être considérées comme devant constituer des restrictions dans les interventions d'assistance. S'inscrivant dans cette logique le MSF a été le seul organisme humanitaire à dire plus haut

La communauté internationale n'a pu prendre aucune mesure contraignante afin que de tels actes inhumains ne se reproduisent plus. R. Brauman (2009, pp. 85-88).

En 1994, au Rwanda, les droits humains furent de nouveau bafoués aux yeux de l'ONU et de la France. C'est en avril 1994 qu'a débuté le massacre planifié de plus d'un million de Tutsis et d'Hutu modérés F. Saulnier (1996, p.50). Mais bien tenue au courant de ce carnage, pendant des mois, la communauté internationale s'est abstenue de qualifier cette hécatombe de génocide.

Les forces de la mission de l'Organisation des Nations Unies pour le Rwanda (UNUAR) disent être faiblement équipées pour recourir à la force afin de mettre aux exactions. Elles sont restées incapables d'agir sur le cours des événements devant le refus des États-Unis et le Royaume-Uni de les renforcer de manière substantielle, P. Boniface (2002, p.83).

De même, les forces françaises qui étaient présentes sur le terrain, n'ont pu empêcher cette boucherie. Quand le Conseil de Sécurité a finalement admis l'existence du génocide, celui-ci s'est déjà perpétré à souhait et terminé depuis quatre mois.

Après avoir assisté à ce spectacle macabre sans réaction, la France proposa de créer une zone humanitaire à la frontière Est de l'ex-Zaïre sous le nom de

l'opération Turquoise, V. M. E Schenkenberg (1996, pp.24-26).

Le Marechal Mobutu qui était désormais en isolement sur la scène internationale à cette période saisit l'occasion du génocide rwandais pour se repositionner et redorer son blason. À cet effet, en accord avec la France, il ouvrit l'Est de son pays pour l'installation des camps de réfugiés rwandais⁵. Alors que son Premier Ministre Kengo Wa Dondo exigeait le rapatriement des réfugiés rwandais, le Président Mobutu lui, trouvait dans leur présence des avantages politiques.

En cautionnant la mise en place des camps des réfugiés et l'opération Turquoise sur son territoire c'était une stratégie politique pour lui de briser l'hostilité de ses soutiens qui l'ont renié. Le rôle de médiateur entre les rwandais qu'il s'est donné, lui garantissait d'envisager l'organisation des élections générales dans son pays.

C'était également une stratégie pour amener ses alliés occidentaux de se garder de mettre en doute sa victoire et de le reconsidérer comme leur pion géostratégique en Afrique centrale. L'instrumentalisation des souffrances des peuples est devenue une véritable contagion en pleine propagation dans tous les États africains.

Les lignes suivantes traitent de l'inclusion de l'aide humanitaire dans l'économie de

ce que les autres disent plus bas. Il a dénoncé le détournement et l'instrumentalisation de l'aide humanitaire en Éthiopie par le gouvernement.

⁵L'opération Turquoise était un sanctuaire humanitaire établi à l'est du Zaïre pour accueillir les réfugiés Rwandais. Cette opération a été mise en place par la France avec l'accord du Marechal Mobutu.

guerre en Afrique. Ici, nous examinons le cas libérien.

2.2. L'assistance humanitaire dans le conflit libérien

2.2.1. Le Nigéria dans la guerre du Libéria sous le couvert humanitaire

À la fin de l'année 1989, le Libéria s'est enlisé dans une guerre civile atroce. Lorsque la situation sécuritaire des milliers de civils était devenue intenable dans ce pays, l'ONU a été saisie pour faire cesser les actes d'inhumanité. Mais en 1990, elle a jugé bon de confier cette tâche à la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

Dans cette perspective, elle a fait la promesse d'accompagner cette mission africaine de paix au Libéria. Ainsi, pour éteindre le feu au Libéria le 7 août 1990, lors du sommet de la CEDEAO tenu à Banjul en Gambie, à l'initiative du général Ibrahim Babangida, président du Nigéria, naquit une force d'interposition, l'ECOMOG. F. X. Verschave (1998, p.209). Celle-ci débarqua à Monrovia le 25 août 1990.

Cependant, cette sous-traitance humanitaire s'est vite transformée en une double aubaine pour le Nigéria pour s'affirmer comme puissance régionale au sein de la CEDEAO et faire de bonnes affaires sur les souffrances des Libériens. Sous son emprise, l'ECOMOG « force de paix » dans sa conduite finit par mettre à vue les contradictions de sa mission.

En effet, sous l'emblème de l'aide humanitaire au Libéria, le Nigéria a habillé coup par

coup, sa visée interventionniste loin d'assurer aux populations civiles en souffrance une protection. V. M. E. Schenkenberg (1996, p.28).

Pesant de tout son poids sur l'ECOMOG, le Nigéria lui a conféré une double facette. Loin de constituer une force neutre d'interposition, elle était à la fois arbitre et partie au conflit libérien. Ainsi, pour prolonger à sa guise les souffrances des victimes civiles et exploiter tranquillement les ressources naturelles du Libéria, soumise à l'agenda politique et commercial du Nigéria, l'ECOMOG s'est constituée en un véritable facteur de déstabilisation supplémentaire. Fabrice Weissman (1996, p.107).

En effet, la casquette de force d'interposition sur la tête, les contingents de la force ouest africaines de paix ont participé à la création d'autres factions armées libériennes alors que sa mission était de mettre fin aux hostilités.

La naissance du Conseil Libérien pour la Paix (LPC) en 1993 est une parfaite illustration de la manœuvre souterraine du Nigéria. Soumise aux ordres de Lagos dans le conflit libérien, l'ECOMOG a régulièrement alimenté en armes et en munitions le LPC.

Les populations prises en otage par les forces du Front National Patriotique de Taylor mourraient de faim, du manque de soins et n'attendaient que le geste des humanitaires. Mais dans l'impossibilité de venir à bout au FNPL, l'ECOMOG choisit

d'imposer au Taylorland⁶ un embargo humanitaire.

Par ailleurs, les contingents nigériens de l'ECOMOG se sont rendus coupables de la violation grave des règles les plus élémentaires du Droit International Humanitaire (DHI). En 1993, en plus de l'embargo humanitaire imposé dans la zone du FNPL, elle y a également bombardé les hôpitaux civils, les entrepôts de nourritures et les convois d'assistance F.Weissman (1996, pp.104-105).

En fonction de ses intérêts, l'ECOMOG a tissé des alliances et des mésalliances avec les factions rivales⁷. Très hostile à Charles Taylor, en juin 1995, elle n'a pas hésité à s'allier à la coalition du LPC et des anciennes forces gouvernementales pour repousser l'offensive du FNPL sur Monrovia⁸. En 1996, elle a renversé la tendance d'alliance pour se rapprocher de Charles Taylor et son mouvement. Devenus désormais alliés, l'ECOMOG et le FNPL conjuguèrent leurs forces pour faire front commun contre les autres factions considérées désormais comme les prédateurs de seconde zone jusqu' à

⁶ Le Taylorland est l'expression ironique utilisée pour désigner la partie du territoire libérien sous contrôle des forces de Charles Taylor.

⁷L'ambivalence de l'ECOMOG dans la guerre libérienne nous a été révélée par la quasi-totalité de nos enquêtés à Monrovia et Ganta. En l'occurrence, William Allen et Manfred Gittens avec qui nous nous sommes entretenus à l'université Fendell de Monrovia le 14/12/2016 pointent du doigt le jeu trouble de l'ECOMOG entre les belligérants et son prolongement du conflit libérien à souhait.

⁸ *Idem*.

l'accession au pouvoir de Charles Taylor en 1997⁹. En outre, donnant dos au soulagement des détresses des populations et au contrôle du cessez-le-feu, les casques blancs ont pris une part active dans l'économie de la guerre.

Le Nigéria qui s'est investi le premier dans la mise sur pied de la force d'interposition est devenu tristement le principal débouché de l'économie de guerre. Une grande partie des infrastructures du port minéralier de Buchanan démantelée y est acheminée¹⁰.

Selon les témoignages de Piziany Edgard et Boris Korey, témoins oculaires des deux guerres du Libéria, l'ECOMOG s'est également lancée dans l'exploitation clandestine des ressources naturelles du Libéria. Selon leurs dires en 1995, les combats qui ont éclaté entre l'ULIMO-J et l'ECOMOG étaient liés à un différend commercial portant sur l'exploitation illicite des diamants de Lofa Bridge par les Nigériens¹¹

Comme susmentionné, sur la souffrance des populations en Afrique ceux qui prétendent venir pacifier les esprits, concilier les frères devenus ennemis ou contrôler le cessez-le-feu au fond, viennent pour des affaires personnelles. La faim, les épidémies, l'insécurité et les cris

⁹ En 1997, Charles TAYLOR au prix des accords conclus avec le Général Sani Abacha, Président du Nigéria accéda au pouvoir au Libéria malgré ses crimes contre le peuple libérien.

¹⁰Aux dires de nos interlocuteurs, les contingents nigériens de l'ECOMOG sont les premiers responsables du démantèlement et du pillage des infrastructures du port minéralier de Buchanan

¹¹ Entretien du 17/12 / 2016 avec Boris KOREY, Edgard Piziany à Mamba point.

de douleur des populations sont devenus une affaire politique et un négoce juteux. Certains ex-commandants nigériens en fin de mission étaient revenus au Libéria pour y poursuivre leur commerce.

Ainsi, les biens pillés par les combattants étaient revendus à l'ECOMOG¹². Les sacs de riz ou autres vivres sont troqués contre les biens mobiliers des Libériens. Si le Nigéria a usé de son influence sur l'ECOMOG pour transformer les supplices des Libériens en un "business" juteux, il convient de souligner que les chefs des factions ont été les véritables moteurs de la désorientation de l'action humanitaire au Libéria.

2.2.2. Les belligérants libériens et l'aide humanitaire

Pour soutenir leurs efforts de guerre, toutes les factions belligérantes du Libéria ont instauré des systèmes de taxation sur l'aide humanitaire.

Ce système s'opère aux niveaux inférieurs et intermédiaires des commandements des différents mouvements armés. Christopher Cooper et Allen Gittens, tous ex-chauffeurs à MSF de 1995 à 2004 nous ont expliqué clairement le mode opératoire de la taxation de l'aide humanitaire :

Ce sont les combattants de base et les commandants locaux qui perçoivent les droits de passage et d'opération humanitaire sur leurs territoires, profitent des salaires des locaux et détournent l'assistance. Dans certains cas,

les factions ont recours aux ONG locales qui leur sont proches¹³.

La méthode consistait à imposer ces ONG locales affiliées à eux comme partenaires opérationnels pour s'octroyer la latitude dans les ponctions des flux d'assistance et exercer un contrôle plus centralisé sur l'aide humanitaire détournée. À titre d'exemple, l'ONG ERA proche du FNPL avait pour fonction de recueillir l'essentiel des taxes réclamées au CICR et à tous les autres organismes humanitaires.

Pour qu'ils aient accès aux victimes, le FNPL imposait comme condition aux organismes humanitaires exerçant sur son territoire le versement de 15% du budget global de leur mission à l'ONG ERA (F. Weissman 1996 , p.44). Le plus déplorable qui faussait tous les schémas et calculs des opérations que le CICR coordonnait avec les agences spécialisées de l'ONU, le MSF et les autres organisations, c'est que dans les villages, les combattants étaient inscrits sur les listes des populations civiles bénéficiaires au demeurant surestimées.

Cette surestimation permettait aux factions de bénéficier du surplus de l'assistance.

Au moment crucial de la guerre où les besoins se faisaient de plus sentir par tous les groupes armés, le système de taxation s'est transformé à des agressions : Pillage, harcèlement, prise d'otage des humanitaires. Tout au long des deux guerres libériennes, les factions ont adopté des comportements agressifs à l'endroit de l'aide et

¹²Témoignage de Joseph Junior KAMEE, ex-élément des Forces Armée du Libéria sous l'ère Doe

¹³Entretien avec du 9/12/2016 Christopher COOPER et Allen GITTENS à Kakata.

de ses bénéficiaires civils. Thomas Nickson, le témoignait en ces mots : « *Dans la guerre au Libéria, après la distribution de l'assistance humanitaire, les civils étaient dépossédés d'une partie ou de toute leur rançon par les combattants* »¹⁴.

Cela se traduisait par l'atteinte grave à l'intégrité matérielle et physique des acteurs humanitaires. De même que la taxation par laquelle a débuté l'inclusion de l'aide humanitaire dans l'effort et l'économie de guerre des factions, le pillage s'opérait d'abord au niveau inférieur, ensuite au niveau intermédiaire des factions enfin au commandement supérieur. Si les combattants de base conservaient l'essentiel de la rapine, ils devaient faire remonter les biens stratégiques ou de grande valeur (voitures, radios-communication ou ordinateurs) vers le commandant local qui lui à son tour devra rétrocéder une partie à son état-major. B T C Kpalé (2019, p.174-179).

Tel était le schéma de la razzia copié par toutes les factions contre les humanitaires et les victimes de guerre au Libéria.

Conclusion

L'action humanitaire est imbriquée dans les Relations Internationales où règne le jeu des intérêts plutôt que la préservation de la dignité humaine. L'être humain est alors réduit à un simple objet dont on peut se servir pour arriver à des fins politiques ou économiques.

Dans cette logique, dans les situations de conflit armé en Afrique, l'humanitaire est désorientée et nourrit les bourreaux en lieu et place des victimes. Les donateurs s'en servent pour atteindre leurs objectifs et dessins politico-économiques. L'examen des cas libérien, éthiopien et rwandais témoignent éloquentement comment les acteurs locaux et internationaux se jouent des souffrances des populations civiles pour s'assurer des affaires juteuses.

Au regard de cette triste réalité, (L. L. Plante 2000, p.27) écrit : « *Ceux qui portent la responsabilité morale de la planète, ceux qui se sont confiés la rentable mission d'assurer la paix rendent probables les conflits armés* ».

Cela dit, loin d'éradiquer les conflits en cours, ils en créent d'autres afin d'y tirer le miel en faisant les pompiers. Ainsi, l'aide humanitaire est transformée indéniablement en un outil de prolongement des crises en Afrique.

Cela démontre clairement que dans de telles situations, l'humanitaire a perdu son sens et son essence. Dorénavant, dans les esprits, l'aide humanitaire va de pair avec la politique et des dessins mafieux. Cela se justifie par l'affirmation de M. Mauss (1973, p.163) qui disait : « *Tout don n'est qu'échange de biens. Refuser de donner, négliger d'inviter, comme refuser de prendre équivaut à déclarer la guerre, c'est refuser l'alliance et la communion* ».

Cet emballage de l'action humanitaire montre combien de fois il est important, voire, urgent

¹⁴Entretien avec Thomas Nickson le 26/11/2016 à Tapeta.

de refonder l'action humanitaire sur de nouveaux paradigmes et de repenser son mode de déploiement.

Sources orales

Nom et Prénom des enquêtés	Statut	Dates et lieu de l'entretien	Thème de l'entretien
Christopher Allen GITTENS COOPER	Chauffeurs à MSF	Ganta le 23/11/2016	L'aide humanitaire dans l'agenda politique et la stratégie militaire au Libéria
Edgard Piziany à Mamba point.	Homme d'affaire au Libéria	Monrovia le 05/12/2016	La politisation de l'aide humanitaire au Libéria
Joseph Junior KAMEE	Ancien élément des Forces Armées du Libéria (FAL)	(Jacob-Town) Monrovia) le 08/12/2016	La commercialisation et politisation de l'aide humanitaire pendant la guerre au Libéria
William Allen et Manfred Gittens	Administrateur à l'université Fendell à Monrovia	Monrovia le 14/12/2016	La responsabilité de l'ECOMOG dans le prolongement de la guerre au Libéria, son implication dans l'économie de guerre.
AKPOVO Marcel	Représentant spécial du Haut-Commissaire des droits de l'homme à la mission de Nations Unies (MUNUL) au Libéria	À la mission des Nations Unies pour le Libéria MUNUL à Monrovia le 29/11/2016	L'inclusion de l'aide humanitaire dans l'économie de Guerre par les belligérants libériens
BAWN Vanney	Chargé de la communication du DIH à la délégation opérationnelle du CICR à Monrovia	Monrovia le 13 /12/2016	Le détournement de l'aide humanitaire à des fins politiques et économiques au Libéria

Bibliographie

AUDET François, 2008, « L'action humanitaire en crise existentielle : les défis du nouvel espace humanitaire », in *Étude Internationale*, vol 42 N° 4211 pp.447-472.

BADIE Bertrand, 2002, *La diplomatie des droits de l'homme*, Paris, Fayard, 324p.

BOUSTANY Katia ; Dormy Daniel, 2002, *Perspectives humanitaires entre conflits et actions*, Bruxelles, Bruyant, 332p.

BRAUMAN Rony, 1997 *Guerre du Biafra et stratégie « victimaire » et aide humanitaire*, Paris, Fondation Médecin Sans Frontière/Crash, 38p.

BRAUMAN Rony, 2018, *Guerre Humanitaire ? Mensonges et intox*, Paris, Édition Textuel, 127p.

BRUMAN Rony, 2000, *L'action humanitaire*, Paris, Flammarion, 128p.

D'ANDLAU Guillaume, 1998, *L'action humanitaire*, Paris, Presse Universitaire, 128p.

DESTEXHE Alain, 1993, *L'humanitaire impossible ou deux siècles d'ambiguïté ?* Paris, Armand Colin 239p.

FRANÇOIS Xavier Verschave, 1998, *La France Afrique, le plus long scandale de la République*, Paris, Stock, 380p.

KPALÉ Tchédé Boris Claver, *L'action du Comité International de la Croix-Rouge dans le conflit libérien de 1990 à 2008*, Thèse de Doctorat soutenue en juin 2019, 351p.

MARCHESIN Philippe, 2008, *Introduction aux Relations internationales*, Paris, Édition Kartala, 225p.

Maus Marcel, 2021, *Essai sur le don*, Paris, BoD Books on Demand 127p.

MBONDA Ernest-Marie, 2008, *L'action humanitaire en Afrique : lieux et enjeux*, Paris, Édition des archives contemporaines, 182p.

MICHELETTI Pierre, 2008, *Humanitaire, s'adapter ou renoncer*, Paris, Hachette 245p.

MIEROP VAN Ed Schenkenberg 1996, *La protection de civils dans les conflits*, Paris, la Découverte, 224p.

STRAUSS Léo, 2001, *Nihilisme et politique*, Paris, Payot 152p.

STRONG Josiah, *The new era 1893, magazine of LDS church spiritual messages*, in www.google.com consulté le 24 novembre 2016.

TROUBE Christian, 2009, *L'humanitaire, un business comme les autres ?* Paris, Larousse, 126p.

TSHIKALA K. Biaya, 1999, *Acteurs dans la résolution des conflits en Afrique de l'Ouest*, Dakar, CODESRIA, 137p.

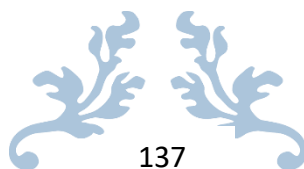
WEISMAN Fabrice, 1996, *L'aide humanitaire dans la dynamique du conflit au Libéria (1989-1996)*, Paris, Médecin Sans Frontière, 78p.

XAVIER Emmanuelli, 1991, *Les prédateurs de l'action humanitaire*, Paris, Albin Michel, 217p.

Numéro 007 Septembre 2022
Histoire et Analyses des Relations Internationales
et Stratégiques (HARIS)

Revue de l'Association des Spécialistes des Relations
Internationales et des Études Stratégiques Africaines (ASRIESA)

ISSN: 2709-5053





HARIS N°007 Septembre 2022